

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées

Référence : 20190107-RAP-UDA-S2-003-JMT

Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL	
ALLARD EMBALLAGES 100 allée des cèdres 01150 SAINT-VULBAS	S3IC Priorité DREAL Régime SEVESO	101.80 <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input checked="" type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre : <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS

Activité principale : Transformation du papier et imprimerie

Date du contrôle : 13 décembre 2018

Inspecteur(s) : Jean Michel TEPPE

Type de contrôle

<input type="checkbox"/> Inspection approfondie	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection courante	<input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
<input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle		

Circonstances du contrôle

<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL	<input type="checkbox"/> Plainte
<input type="checkbox"/> Incident/Accident du	<input type="checkbox"/> Autre :

Thème(s) du contrôle Conformité et surveillance des rejets aqueux

Principale(s) installation(s) contrôlée(s)

Unité de fabrication de carton ondulé et imprimerie

Référentiel(s) du contrôle

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 22 février 2002

Arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2017

Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)

Nom	Société	Qualité
M. Frédéric DUBUS	Allard Emballages	Directeur du site de Saint-Vulbas
Mme Marielle MARJOLLET	Allard Emballages	Directrice QHSE Allard Emballages France

Copies

☒ Exploitant
DREAL : ☒ Chrono ☐ PRICAE ☐ Cellule ☐ Autre :

I. Description du contexte et de l'actualité de l'entreprise :

La société ALLARD EMBALLAGES exerce sur la commune de Saint-Vulbas, allée des Cèdres, des activités de fabrication d'emballages et d'imprimerie sur carton par un procédé de flexographie.

Ces activités sont soumises à autorisation au titre des rubriques 2445.1, 2450.2a, 2940.2a et 1510.1 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement concernant la transformation du papier et carton, l'imprimerie de reproduction graphique sur papier, l'application de vernis, colle, peinture ou enduit, et le stockage de matières combustibles. Le site a bénéficié arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 22 février 2002 et modifié les 17 février 2012 et 31 mai 2017.

Suite aux dépassements récurrents de la concentration en cuivre des rejets aqueux et l'incapacité technique de la station d'épuration du Parc Industriel de l'Ain de traiter ces excédents, un arrêté de mesures d'urgence avait été pris le 20 avril 2017 interdisant à la société ALLARD-EMBALLAGES tout rejet aqueux non conforme.

L'exploitant s'était alors engagé à mettre en place une installation de traitement des effluents et un arrêté préfectoral complémentaire avait été établi le 31 mai 2017 fixant de nouvelles conditions de contrôle des effluents, et notamment une surveillance en continu des rejets.

L'objectif de la visite d'inspection du 13 décembre 2018 était de constater la conformité et l'efficacité des installations de traitement et de surveillance mises en place par l'exploitant.

II. Synthèse de la visite - constatations :

L'exploitant a séparé avant rejet au réseau de la station d'épuration les eaux résiduaires en provenance de l'atelier d'impression des eaux rejetées par l'atelier d'encollage.

Les eaux de rinçage des imprimantes sont collectées puis envoyées vers la station de traitement interne à l'établissement. Ces eaux encrées sont dirigées vers deux cuves où elles subissent une première décantation avant d'être acheminées vers une cuve mélangeuse dans laquelle sont ajoutés des floculants.

Les boues issues de la précipitation sont séparées de l'eau claire une première fois par l'intermédiaire d'un tamis puis envoyées dans des big-bags (grand récipient vrac souple : GRVS) filtrants suspendus.

Après une longue décantation, les eaux récupérées après filtration sont rejetées au réseau d'eaux usées en rejoignant les eaux de l'atelier encollage, et les GRVS de boues solides sont stockés en extérieur et sur rétention afin de récupérer les dernières égouttures. Ces boues sont ensuite enlevées et éliminées en tant que déchets.

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 22 février 2002

Article 4.1 : Consommation en eau

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans l'exploitation de ses installations pour limiter les consommations d'eau. L'eau est utilisée dans le process pour la fabrication de colle, la production de vapeur et le rinçage des encres d'imprimerie. Le site ne consomme pas d'eau de nappe et l'eau du réseau n'est pas utilisée à des fins de réfrigération en circuit ouvert.

Article 4.2 : protection des réseaux et dispositifs de mesure

L'alimentation au réseau d'adduction public est dotée d'un compteur volumétrique et d'un dispositif de disconnexion. Le dernier contrôle de ce dispositif a été effectué le 17 mai 2018 par la société MADIS à Chassieu. Le rapport n° FI-805-1805 établi le 14 juin 2018 est présenté en séance.

Article 4.3 : collecte des effluents liquides

L'exploitant distingue les différentes catégories d'effluents et les points de rejet associés :

- les eaux pluviales de toitures : bassins d'infiltration répartis sur le site ;
- les eaux pluviales de voiries : bassin tampon de 400 m³ interne au site et connecté au réseau d'eaux pluviales du parc industriel ;
- les eaux de process : eaux de l'atelier d'encollage au réseau d'eaux industrielles du PIPA, eaux de l'atelier imprimerie au même réseau après traitement interne ;
- les eaux sanitaires : rejetées aux eaux de process par l'intermédiaire d'un regard situé à l'extérieur des bâtiments et placé avant le rejet final au réseau du PIPA.

Les réseaux d'eaux industrielles et d'eaux pluviales sont constitués de buses béton. Ces réseaux ne sont pas susceptibles de véhiculer des liquides inflammables.

L'exploitant présente en séance le plan des différents réseaux installés sur le site. Il s'avère que ce plan n'a pas été mis à jour suite aux modifications apportées au réseau d'eaux industrielles et à l'installation de la station de traitement interne.

Constat n° 1		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non-conformité	Article 4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 22 février 2002 <i>Un plan des réseaux de collecte des effluents doit être établi et régulièrement mis à jour.</i>	6 mois

L'exploitant devra mettre à jour le plan des réseaux suite aux modifications apportées au réseau d'eaux industrielles et à l'installation de la station de traitement.

Article 4.4 : traitement des effluents liquides

Les différentes catégories d'effluents liquides sont traitées en fonction de leur nature :

- les eaux pluviales de toitures : celles-ci sont rejetées directement au milieu naturel par l'intermédiaire de bassins d'infiltration répartis sur le site ;
- les eaux pluviales de voiries : les eaux pluviales de ruissellement sont traitées par un séparateur hydrocarbures avant d'être évacuées vers un bassin tampon de 400 m³ interne au site et connecté au réseau d'eaux pluviales du parc industriel. L'exutoire de ces rejets est le Rhône ;
- les eaux de process : les eaux de l'atelier d'encollage sont rejetées au réseau d'eaux industrielles du PIPA, de même que les eaux de l'atelier imprimerie après traitement interne. Ces rejets sont traités par la station d'épuration du PIPA ;
- les eaux sanitaires : ces eaux rejoignent les eaux de process par l'intermédiaire d'un regard situé à l'extérieur des bâtiments et placé avant le rejet final au réseau du PIPA.

Les installations ne mettent pas en œuvre d'eaux de refroidissement.

Article 4.5 : qualité des effluents

L'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2017 a renforcé les modalités d'autosurveillance et sévéré les valeurs limites de rejets en fixant notamment la concentration maximale de rejet en cuivre à 0,5 mg/litre, valeur imposée par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Mis à part quelques dépassements ponctuels, les rejets respectent depuis la mise en place de la station interne de traitement les valeurs limites en polluants imposées par l'arrêté préfectoral. Deux dépassements en cuivre ont été constatés au mois de mai 2018 (3 fois et 9 fois la concentration limite imposée). L'exploitant indique que de ces dépassements étaient dus à un changement momentané de type de produit flocculant.

Cependant, il est constaté depuis la mise en place de la station de traitement des dépassements récurrents de la valeur minimale du pH fixée à 5,5. L'exploitant indique que la valeur déclarée sur le site Gidaf est celle relevée à partir de la sonde pH installée en sortie de la station de traitement, et que les analyses effectuées sur les prélèvements hebdomadaires par le laboratoire font apparaître une valeur pH conforme. Les rapports d'analyses présentés en séance confirment ces dires.

L'exploitant indique que les calibrages et remplacements successifs de la sonde pH installée sur la station de traitement ne règlent que momentanément le problème, les valeurs affichées par cette sonde étant rapidement sujettes à une dérive.

Article 4.6 : conditions de rejet

La configuration des réseaux ne permet pas d'établir de liaison directe entre les réseaux d'eaux industrielles et le milieu naturel ou les réseaux d'eaux pluviales.

Les ouvrages de rejet d'eaux pluviales permettent une bonne diffusion dans le milieu récepteur par l'intermédiaire des bassins d'infiltration correctement dimensionnés.

Le rejet des eaux industrielles et des eaux pluviales de voiries a fait l'objet d'une convention de raccordement au réseau collectif entre la société ALLARD EMBALLAGES et VEOLIA EAU gestionnaire de la station d'épuration du parc industriel. Cette convention datée de mars 2011 est présentée en séance.

Article 4.7 : surveillance des rejets :

Suite à l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2017 imposant un programme de surveillance continu des effluents liquides, l'exploitant a mis en place un échantillonneur automatique assurant un prélèvement en continu sur 24 heures asservi au débit. Cet échantillonneur est équipé d'un système de refroidissement permettant de conserver le prélèvement hebdomadaire dans de bonnes conditions.

Ce dispositif, qui mesure également en continu le débit, la valeur de pH et la température de sortie des effluents, répond aux dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2017.

Article 4.8.2 : prévention des pollutions accidentelles : stockages

La cuve de soude de 5 m³ est installée en fosse maçonnée assurant sa rétention.

Les produits liquides dangereux (stockages d'encre en majeure partie) sont stockés dans des armoires extérieures aux bâtiments prévues à cet effet et dotées de bacs de rétention adaptés aux produits.

Les big-bags de boues issues du traitement des eaux sont également stockés en extérieur, sur des racks abrités des intempéries et dotés de bacs de rétention assurant la récupération des dernières égouttures.

Les encres d'imprimerie diluables à l'eau ne présentent pas de caractère inflammable.

Article 4.8.3 : prévention des pollutions accidentelles : manipulation et transfert

La seule canalisation véhiculant des fluides dangereux ou insalubres est le réseau d'alimentation en soude de la collerie. Cette canalisation est aérienne et visible, son cheminement permet d'éviter les chocs susceptibles d'être engendrés par une collision avec un engin de manutention.

L'aire de chargement et déchargement des produits liquides et big-bags de boues située à l'arrière des bâtiments est constituée d'enrobé étanche. Un tapis d'obturation, mis à disposition près des stockages, est installé sur le regard d'eaux pluviales lors des opérations de chargement ou déchargement. Cette obturation permet en cas de déversement accidentel d'éviter l'écoulement de produits dangereux dans le réseau d'eaux pluviales.

L'aire de déchargement des véhicules citernes assurant l'approvisionnement en soude et en amidon est constituée d'enrobé étanche. Située en pente à l'entrée du bâtiment, un éventuel renversement de produit serait dirigé vers le regard d'eaux pluviales le plus proche. Ce regard, assez éloigné des armoires de stockage extérieures, ne dispose pas de tapis d'obturation ou d'autre moyen de protection préventive.

Constat n° 2		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non-conformité	Article 4.8.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 22 février 2002 <i>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.</i>	6 mois

Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour éviter tout déversement accidentel de produit dangereux aux eaux pluviales lors du déchargement des véhicules citernes.

Article 4.8.4 : prévention des pollutions accidentelles : eaux d'extinction

Une vanne de confinement à fonctionnement manuel permet la rétention des eaux d'incendie dans un bassin tampon interne au site d'une capacité de 400 m³ avant un éventuel rejet aux eaux pluviales. Le fonctionnement de cette vanne est contrôlé régulièrement.

Une consigne relative à la mise en œuvre et l'entretien de cette vanne a été établie par l'exploitant. La consigne SECM 001-08 mise à jour le 1^{er} juin 2017 est présentée en séance.

La commande manuelle de la vanne est située au ras du sol, à l'extérieur des bâtiments au pied d'un escalier, et son emplacement est peu visible. La signalisation qui avait été mise en place pour indiquer sa présence s'est détériorée au cours du temps.

Constat n° 3		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non-conformité	Article 4.8.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 22 février 2002 <i>Lors d'un sinistre, toute disposition utile sera prise pour éviter le déversement accidentel direct ou indirect de ces eaux et produits dans le milieu naturel.</i>	6 mois

Il est demandé à l'exploitant de signaler visiblement l'emplacement de la commande manuelle de la vanne de confinement des eaux d'incendie.

III. Suites :

Suites données par l'inspection

- ☒ Observations ou non-conformités à traiter par courrier
- ☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
- ☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
- ☐ Autre(s) :

Synthèse des suites

Cette visite a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées, ainsi que des points faisant l'objet d'observations. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever, notamment :

- constat n° 1 : mettre à jour le plan des réseaux suite aux modifications apportées au réseau d'eaux industrielles et à l'installation de la station de traitement ;
- constat n° 2 : mettre en œuvre les moyens nécessaires pour éviter tout déversement accidentel de produit dangereux aux eaux pluviales lors du déchargement des véhicules citernes ;
- constat n° 3 : signaler visiblement l'emplacement de la commande manuelle de la vanne de confinement des eaux d'incendie.

Cette demande d'actions correctives a fait l'objet d'un courrier adressé à l'exploitant et dont une copie est jointe au présent rapport.

Bourg-en-Bresse, le

Vu, vérifié et approuvé
Pour la directrice et par délégation,
le chef de subdivision



P. ANTOINE

Le 11 janvier 2019

l'inspecteur de l'environnement



JM. TEPPE

